

La nouvelle carte géopolitique de l'Asie centrale : un nouveau Grand Jeu ?

Frédéric Lasserre

Volume 33, Number 2, 2002

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/704410ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/704410ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Lasserre, F. (2002). La nouvelle carte géopolitique de l'Asie centrale : un nouveau Grand Jeu ? *Études internationales*, 33(2), 325–334.
<https://doi.org/10.7202/704410ar>

ESSAI ET DOCUMENT*

La nouvelle carte géopolitique de l'Asie centrale : Un nouveau Grand Jeu ?

Frédéric LASSERRE**

Après le succès rapide de l'opération militaire américaine en Afghanistan contre les talibans et le réseau d'Al Qaida, le nouveau gouvernement afghan pro-occidental paraît stable. Pourtant, les combats de début mars 2002 engagés contre des poches de résistance en divers points du pays laissent supposer que le territoire n'est encore qu'imparfaitement maîtrisé. Cependant, l'onde de choc du dernier épisode de la guerre civile afghane va bien au-delà du simple renversement du régime des talibans et de la persistance des combats en Afghanistan.

Le désintérêt total des Américains pour l'Afghanistan après le retrait des Soviétiques du pays en 1989, puis la chute de l'URSS en 1991, avaient grandement contribué à pérenniser tout à la fois une guerre civile interminable et l'extension de la production d'héroïne pour financer le conflit et se substituer à une économie civile en ruines. Cette fois-ci, Washington entend bien demeurer très présent dans la région. Probablement pas en Afghanistan : le gouvernement américain n'est pas sans savoir que toute armée étrangère y stationne difficilement, comme l'ont durement appris les Britanniques au XIX^e siècle puis les Soviétiques plus récemment. La tâche de la pacification et du contrôle du pays incombera au gouvernement de Kaboul.

Une présence américaine durable ?

Les Américains, en revanche, pourraient s'installer durablement en Asie centrale. Ils s'en défendent et répètent qu'ils n'envisagent pas de maintenir une présence à long terme en Asie centrale, mais se gardent bien de préciser à

* Sous cette rubrique *Études internationales* publiée des contributions qui peuvent être utiles pour susciter réflexions, débats ou propositions de recherche. Il va sans dire que les opinions exprimées dans ces essais et documents n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

** Professeur au Département de géographie de l'Université Laval, chercheur associé à l'Institut québécois des hautes études internationales, à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal et à l'Observatoire européen de géopolitique de Lyon, France.

quel horizon ils pensent. De plus, on se souviendra que l'installation de l'armée américaine en Arabie saoudite, en 1990, devait être provisoire...

Invitées expressément par l'Ouzbékistan en octobre 2001, puis par le Kirghizstan en décembre, les forces américaines déploient encore des efforts de construction de bases que les opérations relativement réduites en Afghanistan ne sauraient justifier. Les bases de Khanabad (Ouzbékistan), d'Aïni (Tadjikistan) et de Manas (Kirghizstan¹), qui pourraient abriter jusqu'à 4 000 hommes si l'on se fie à l'ampleur des travaux, sont en passe de devenir des éléments clés d'un dispositif américain durablement installé en Asie centrale.

Dans quel but ? En quoi cette irruption des forces américaines dans la région, soutenue et souhaitée par les gouvernements des pays hôtes, et encore unimaginable dans cette arrière-cour russe il y a seulement quelques années, bouleverse-t-elle le paysage géopolitique de la région ?

Les enjeux des hydrocarbures

Au-delà de la question sécuritaire qui occupe les esprits, la politique américaine est également guidée par un objectif politique et économique : déterminer le tracé des oléoducs qui permettront aux hydrocarbures d'Asie centrale d'aboutir aux marchés mondiaux. C'était, d'ailleurs, cet objectif qui justifiait, pour Washington, le soutien accordé aux talibans jusqu'en 1999 : favoriser la construction de cet oléoduc à travers un Afghanistan pacifié grâce à la milice fondamentaliste, puis le Pakistan, pour contrer les projets de tracé par l'Iran et contrecarrer le monopole russe d'acheminement des hydrocarbures d'Asie centrale.

Ce projet de faire aboutir le pétrole et le gaz de la région sur les marchés mondiaux est plus que jamais d'actualité, compte tenu de la préoccupation américaine de sécuriser son approvisionnement énergétique et de diversifier ses fournisseurs afin de réduire sa dépendance à l'endroit d'un Moyen-Orient potentiellement encore trop instable. Une certaine tension au sein du royaume saoudien, la crainte d'une collusion de membres de la famille royale avec des réseaux islamistes militants, la mauvaise humeur manifeste des Saoudiens à l'endroit des Américains dans la gestion de la crise afghane, ont conduit Washington à envisager de réduire sa dépendance à l'égard d'un golfe Persique au sein duquel c'est surtout l'influence saoudienne qui garantit la pérennité des intérêts américains depuis la Révolution iranienne de 1979.

Le récent soutien américain au gouvernement géorgien dans sa lutte contre les maquisards des montagnes du nord de la Géorgie permet de penser que l'hypothèse du tracé d'un oléoduc par le Caucase n'est pas abandonnée. Celui-ci suppose le passage par la Turquie, vers le port pétrolier de Ceyhan, sur la Méditerranée. Mais un tel projet n'a pas la faveur de beaucoup de

1. Où les Américains partageraient la base avec les Français, selon *Le Monde* du 31 janvier 2002. Des avions de combat des deux pays seraient stationnés sur cet aérodrome.

compagnies pétrolières, qui mesurent les coûts très importants de construction d'un oléoduc à travers les montagnes du Caucase et d'Anatolie où sévit encore une forte instabilité.

On a pu lire ou entendre que le récent durcissement de ton américain à l'endroit de l'Iran était motivé, justement, par le désir de renverser le régime iranien pour permettre de le remplacer par un gouvernement favorable à la construction d'un oléoduc qui permettrait d'acheminer les hydrocarbures d'Asie centrale vers les marchés mondiaux, en particulier américains. Cette hypothèse est très peu plausible. Elle fait peu de cas du nationalisme iranien et de la stabilité du régime, malgré la volonté de réforme d'une majorité de la population : le renverser suppose un effort militaire, diplomatique et politique sans commune mesure avec des objectifs d'ordre pétrolier : acheminer les hydrocarbures est possible à travers un Afghanistan dont la pacification, quoique encore hasardeuse, est plus plausible, dans les conditions actuelles, qu'un éventuel renversement rapide du gouvernement iranien et l'installation d'un régime pro-américain. Certes, techniquement, le choix de l'Iran paraît plus logique, dans la mesure où l'infrastructure des oléoducs et des gazoducs iraniens demande peu de travaux pour assurer l'évacuation de la production d'Asie centrale : quelques segments additionnels et la réfection de certains autres et l'on disposerait d'un réseau fonctionnel. Mais, en ce cas, on comprend mal pourquoi, alors que l'on observait un certain rapprochement entre Iran et États-Unis à l'automne, rapprochement encore plus net du côté de la Grande-Bretagne et de l'Union européenne, Washington aurait choisi d'opter à nouveau pour la carte de la confrontation avec le régime iranien. De plus, si l'objectif américain est de diversifier ses sources d'approvisionnement pour réduire sa dépendance à l'égard du golfe arabo-persique, y faire aboutir le pétrole d'Asie centrale ne ferait qu'accroître cette dépendance et le caractère névralgique du contrôle maritime de cette région. Le 12 février 2002, le porte-parole de la Maison-Blanche a assuré qu'il n'existait aucun plan militaire américain à l'endroit de l'Iran².

De fait, le tracé afghan, certes plus long, paraît encore aujourd'hui, compte tenu des choix politiques de Washington à l'endroit de l'Iran, comme la meilleure carte. Le choix de l'envoyé spécial de George Bush en Afghanistan, Zalmay Khalilzad, n'est pas neutre : il avait écrit, à la fin de 2000, que « l'importance de l'Afghanistan pourrait grandir dans les prochaines années, alors que le pétrole d'Asie centrale [...] commence à jouer un rôle majeur sur le marché mondial de l'énergie. L'Afghanistan pourrait s'avérer un corridor de qualité pour cette énergie³ ». Le précédent employeur de M. Khalilzad n'était-il pas la compagnie Unocal, celle-là même qui était à l'origine du projet américain de soutien aux talibans pour permettre la construction de ce fameux oléoduc ? La rhétorique américaine sur « l'axe du mal » dont l'Iran serait la

2. *Le Monde*, 13 février 2002.

3. Zalmay KHALILZAD et Daniel BYMAN, « Afghanistan : The Consolidation of a Rogue State », *The Washington Quarterly*, hiver 2000.

principale cible, vise plus probablement à mettre de la pression sur Téhéran, mais constitue par contre, on le verra, une stratégie fort risquée pour Washington.

En Asie centrale, les réserves d'hydrocarbures en jeu sont en effet considérables, de l'ordre de celles de la mer du Nord au début de son exploitation semble-t-il. Par sa présence militaire, Washington pourrait garantir une assistance au nouveau régime afghan tout en se dotant des moyens d'intervenir en Asie centrale pour protéger les régimes des républiques ex-soviétiques. Le projet d'oléoduc transafghan pourrait être réactivé très prochainement, d'où des efforts militaires américains pour accélérer la pacification du pays qui n'ont pas seulement pour objectif de traquer Oussama Ben Laden. C'est une certaine constance dans la politique américaine que l'on découvre avec la diffusion d'informations sur le caractère continu des discussions entre Washington et le régime des talibans jusqu'en août 2001⁴. Il faut dire que le développement du réseau d'oléoducs russes rendait plus que jamais urgent, dans l'optique de la constitution d'un réseau concurrent, l'aboutissement du projet afghan : le 27 novembre 2001 était inauguré l'oléoduc entre Tengouiz (nord de la Caspienne, au Kazakhstan) et Novorossisk, port pétrolier russe sur la mer Noire. L'ambassadeur américain Wendy Chamberlain aurait discuté dès octobre 2001 avec le ministre du pétrole pakistanais de la relance du projet⁵.

« [La Russie] a perdu l'Asie centrale⁶ »

Ces projets, bien évidemment, portent ombrage aux ambitions russes dans la région. Moscou considérait l'Asie centrale comme son arrière-cour; ce n'est que par manque de moyen de pression que, du bout des lèvres, les dirigeants russes ont accepté, pris de vitesse par l'invitation ouzbèke, de voir les troupes américaines se déployer dans cette région. En effet, dès le 24 septembre, le gouvernement de Tashkent, imité quelques jours après par d'autres gouvernements d'Asie centrale, invitait formellement Washington à utiliser ses bases pour son opération en Afghanistan. L'annonce du soutien militaire, certes mesuré, à la Géorgie, le 27 février 2002, a renforcé, à Moscou, le sentiment d'une intrusion américaine dans ce qui était autrefois la sphère d'influence directe de la Russie.

En contrepartie de l'acceptation de la présence militaire américaine que la prise de position ouzbèke rendait incontournable, Washington a probablement promis aux Russes une importante aide économique, un appui à l'entrée dans l'OMC, ainsi que la liberté d'action en Tchétchénie : un élément majeur car, du point de vue des préoccupations stratégiques russes, la Tchétchénie passe bien avant l'Afghanistan. Une certaine ambivalence marque aussi les

4. Jean-Charles BRISARD et Guillaume DASQUIÉ, *Ben Laden, la vérité interdite*, Denoël, Paris, 2001.

5. *Libération*, 5 janvier 2002.

6. *Kommersant*, Moscou, 11 janvier 2002.

réactions de Moscou face au soutien limité de Washington envers la Géorgie : la Russie serait aussi satisfaite de voir les Américains reconnaître implicitement les liens entre les réseaux islamistes internationaux et la guérilla tchéchène basée dans le nord de la Géorgie. Le gouvernement russe espère également avoir bien obtenu une participation accrue aux mécanismes de prise de décision dans la lutte contre le terrorisme.

À plus long terme, la Russie voit son influence en Asie centrale considérablement réduite : la fin de son monopole sur les oléoducs implique une baisse de ses redevances et la fin de l'outil politique que le contrôle de l'accès aux marchés des hydrocarbures d'Asie centrale implique sur ces républiques. Vladimir Poutine et son ministre de la Défense ne cessent de répéter, à usage interne sans doute, qu'ils ne croient pas que les Américains demeurent longtemps en Asie centrale⁷. Mais l'Ouzbékistan, la principale puissance dans la région, a saisi l'occasion qui se présentait pour établir des relations étroites avec les États-Unis, et signer, dès novembre 2001, un accord de sécurité le liant à Washington, afin justement de réduire son lien de dépendance avec Moscou. Cet accord, et les travaux de grande ampleur que les Américains ont entrepris sur les bases qu'ils occupent, attestent de la pérennité du projet américain. Les nouvelles bases américaines constituent des atouts majeurs pour la politique des États-Unis dans la région. « Il devrait être clair pour tout le monde que les intérêts des États-Unis en Ouzbékistan portent sur le long terme », a déclaré Donald Rumsfeld, le Secrétaire américain à la défense, le 5 octobre. Fin janvier 2002, la Maison-Blanche affirmait de nouveau que la présence des armées américaines est vouée à durer « de longues années⁸ », un constat que reprenait la sous-secrétaire d'État Elizabeth Jones, en visite à Bishkek, au Kirghizstan⁹.

Dès 1999, après le retrait ouzbek du pacte de sécurité collective de la CEI, un rapprochement s'était opéré entre Tashkent et Washington ; un projet d'installation de base américaine à Outchkoudouk avait été conçu, pour être abandonné devant la ferme opposition russe.

Seuls le Tadjikistan, du fait de l'importance des troupes russes qui y sont déployées pour protéger le régime actuel et surveiller ses frontières (201^e division russe), et le Turkménistan, qui a refusé d'ouvrir son territoire à un contingent américain¹⁰, pourraient continuer de graviter dans l'orbite russe. Dans ce contexte, il est encore difficile de dire si l'empressement russe à se

7. *Pravda*, 2 octobre 2002, 29 décembre 2002 ; *Le Monde*, 13 février 2002.

8. *Le Monde*, 31 janvier 2002.

9. « Compte tenu de la situation politique et économique au Kirghizstan, je promets que nous n'allons pas abuser du soutien que ce pays a accordé aux forces armées américaines, mais je suis absolument certaine que la présence des États-Unis au Kirghizstan est pour de longues années. » Déclaration prononcée à l'issue d'une rencontre avec le président kirghize Askar Akaiev, le 24 janvier 2002. *La Presse*, 25 janvier 2002.

10. *Pravda*, 23 janvier 2002.

redéployer à Kaboul constituait une partie du plan conjoint entre Moscou et Washington, ou s'il s'agissait d'un baroud d'honneur destiné à apaiser un état-major frustré. Une unité du ministère des Situations d'Urgence a ainsi pris position à Kaboul, sous couvert d'installation humanitaire et de préparation à la réouverture de l'ambassade russe, dès le 3 décembre 2001. A tout le moins, la fermeté russe, exprimée le 14 février 2002 sur le contrat de vente d'un réacteur nucléaire à l'Iran, pour lequel les Américains multiplient les pressions pour que Moscou annule la transaction, illustre ce difficile jeu russe de retracer la ligne des intérêts que Moscou n'entend pas négocier avec les États-Unis, après avoir, à ses yeux, déjà tant concédé.

La Chine perd ses illusions en Asie centrale

La nécessité de monter un large front commun pour entreprendre cette « guerre contre le terrorisme » a conduit Washington à assouplir sa position envers la Chine, considérée par plusieurs conseillers à la Maison-Blanche, avant le 11 septembre, comme une « rivale stratégique » à moyen terme. De fait, les relations entre la Chine et les États-Unis s'étaient fortement dégradées, depuis le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade en 1999 jusqu'à l'incident de l'interception de l'avion-espion américain en mer de Chine du sud. La multiplication des publications faisant état de l'armement chinois illustre cette tendance au sein du gouvernement américain à voir en la Chine, à tort ou à raison, un concurrent potentiel.

Par ailleurs, Beijing s'inquiétait, depuis l'échec de sa campagne d'intimidation contre Taiwan en 1996, de la présence américaine à ses portes. Dans l'optique d'un possible – quoique encore improbable – conflit pour récupérer ce que la Chine considère toujours comme une province rebelle, la Chine aurait besoin d'une profondeur stratégique, à tout le moins de la garantie que ses frontières seront stables et que ses voisins ne pourront servir à des manœuvres de diversion, militaires ou non. C'est là tout le sens du partenariat construit avec la Russie, sur des intérêts à court terme bien compris de lutte contre la domination américaine, de coopération technique et militaire, et d'apaisement des facteurs de tension – frontière de l'Amour dont le litige est gelé pour 50 ans mais non pas réglé, peuplement croissant de l'Extrême-Orient russe par des immigrants chinois, représentation croissante de la part des Russes d'ambitions chinoises à long terme sur ces provinces « injustement » arrachées par la Russie tsariste à la Chine impériale par les traités inégaux au XIX^e siècle.

Dans ce contexte de tension montante, l'entrée de la Chine au sein de l'OMC était un gage de meilleures relations concédé par Washington envers Beijing afin de s'assurer de la coopération chinoise dans l'entreprise de combat contre les auteurs de l'attentat du 11 septembre. Mais de leurs nouvelles positions, grâce à quelques avions radar (de type AWACS) et JSTARS – *Joint Surveillance and Target Attack Radar System* – les Américains peuvent surveiller toute la région et envisager des opérations militaires à travers l'Asie centrale

jusqu'en Chine. Si la guerre contre les talibans et Al-Qaida a rapproché la Chine des États-Unis du fait de leur intérêt commun à réduire la puissance des réseaux islamistes (à cause de l'agitation des Ouïghours au Xinjiang et du lien de certaines de leurs organisations avec les talibans), il n'en demeure pas moins que Beijing, tout comme Moscou, n'apprécie pas cette implantation américaine en Asie centrale. C'est bien parce qu'elle redoutait ce scénario que la Chine avait exigé, en vain, que l'intervention afghane soit placée sous l'égide des Nations Unies.

Aujourd'hui, c'est tout le travail de pénétration diplomatique de la Chine, incarné par l'Organisation de Coopération de Shanghai, organisme fondé par Beijing en 1996 qui regroupait, avec la Chine et la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, qui se trouve ainsi remis en cause. La Chine a également pu mesurer la fragilité du partenariat qu'elle avait souhaité développer avec la Russie pour, justement, renforcer l'exclusion des États-Unis de cette région. Pour reprendre pied dans la région, à court terme, la Chine n'a que l'option du Pakistan, qui déjà paraît moins prioritaire aux yeux de Washington en février 2002 qu'il ne l'était en octobre 2001, et peu sûr de lui dans sa gesticulation diplomatique et militaire à l'endroit de l'Inde au sujet du Cachemire.

L'Iran encerclé, en butte à l'ostracisme américain

C'est l'Iran qui, à court terme du moins, a le plus perdu dans la recomposition du paysage politique. Certes, le régime ennemi des talibans, avec lequel Téhéran avait failli entrer en guerre en 1998, a été balayé. Les relations avec le nouveau régime afghan sont cordiales, comme en témoigne la visite, fin février 2002, du premier ministre afghan Hamid Kharzai à Téhéran, et permettent à l'Iran d'envisager une réelle campagne contre le trafic de drogue à travers la frontière irano-afghane, un problème qui avait pris de telles proportions lors de la période 1995-2000 que l'armée iranienne engageait parfois de véritables batailles rangées contre les caravanes des trafiquants et avait entrepris la fortification de la frontière¹¹.

Mais l'espoir d'une certaine normalisation des relations avec les États-Unis, né à l'automne, parallèlement avec le rapprochement marqué avec la Grande-Bretagne et l'Union européenne, semble s'être évaporé très vite fin janvier 2002, lorsque Washington a formalisé sa vision de « l'axe du mal » au rang duquel figure l'Iran. Les perspectives de coopération économique et du règlement de la question des avoirs du shah, gelés aux États-Unis depuis 23 ans et qui représentent, avec les intérêts, une somme considérable, se sont évanouies pour l'heure.

11. Frédéric LASSERRE, « Afghanistan : version moderne du Grand Jeu ? », dans Frédéric LASSERRE et Emmanuel GONON, *Espaces et enjeux : méthodes d'une géopolitique critique*, Collection Chaire Raoul-Dandurand/UQAM, Montréal et Paris, L'Harmattan, 2002, pp. 183-184.

Surtout, les Américains s'installent en Asie centrale, près des frontières iraniennes, maintiennent leurs bases en Arabie saoudite, tissent des liens étroits avec le nouveau régime afghan et sont en relativement bons termes avec la Russie, ce qui alimente la représentation iranienne d'un encerclement complet par des États-Unis qui avivent une rhétorique belliqueuse à l'endroit d'un Iran où, pourtant, la lutte politique entre les conservateurs et les modérés est encore très indécise depuis l'élection de Khatami en 1997. Cataloguer sans nuance l'Iran au sein de « l'axe du mal », cher aux nouveaux stratèges américains, traduit sans doute une mise sous pression accrue du régime iranien par Washington, mais gomme le rôle modérateur de Téhéran dans les conflits régionaux (Arménie – Azerbaïdjan notamment), son opposition constante aux talibans, et le danger d'une radicalisation du régime sous la pression de la nouvelle croisade américaine. Par ailleurs, comme pour la Chine, la présence américaine et la réorientation stratégique de nombreuses républiques d'Asie centrale ruine des années d'efforts de séduction et de pénétration économique.

L'Inde, partenaire américain incontournable ?

Au contraire, l'Inde bénéficie considérablement de la nouvelle donne. Son ennemi pakistanais a presque tout perdu dans l'aventure : partenaire incontournable pendant l'automne, le Pakistan perd rapidement de son importance avec l'effondrement soudain d'un régime taliban qu'il espérait utiliser pour pacifier l'Afghanistan et pour, lui aussi, séduire l'Asie centrale et se poser en passage obligé pour les débouchés commerciaux de ces républiques. Le fait que les contacts diplomatiques entre le nouveau régime afghan et l'Inde se soient développés plus rapidement qu'avec le Pakistan, dès le 12 décembre 2001, constitue une cuisante illustration, pour Islamabad, de son rôle désormais secondaire, à tout le moins nettement moins crucial qu'à l'automne dans la région. Les promesses d'aide du Pakistan envers l'Afghanistan, de l'ordre de 100 millions de dollars, peuvent laisser rêveur compte tenu de la déconfiture de l'économie pakistanaise.

De plus, en réussissant à établir un parallèle entre les attentats du 11 septembre et l'attaque contre le Parlement indien du 13 décembre, l'Inde se rapproche de Washington et place la question de la lutte contre Al-Qaïda dans un contexte plus global de lutte contre l'activisme islamiste, dans l'espoir bien sûr d'obtenir l'appui implicite des Américains dans le conflit du Cachemire.

Un Pakistan fragilisé

Le Pakistan se retrouvera-t-il à nouveau isolé, après avoir gagné toute l'attention de Washington lorsqu'il s'agissait d'abattre le régime des talibans ? Washington avait indirectement encouragé une politique pakistanaise autonome, au début des années 1990, par son désintérêt total pour la question afghane après le départ des Soviétiques, et par sa condamnation du programme nucléaire pakistanaise. Pour l'heure, le président Musharraf est parvenu à maintenir la cohésion d'une société et d'un appareil gouvernemental très

divisés par le soutien accordé par Islamabad à la campagne américaine. Le Pakistan a perdu aussi le précieux atout que constituait pour lui la présence d'un régime qui lui était favorable à Kaboul. La politique pakistanaise n'a eu de cesse de susciter l'avènement, en Afghanistan, de régimes favorables au Pakistan, en particulier depuis la très vive tension de 1963 issue de la revendication afghane sur la région pachtoune du Pakistan (Frontière du Nord-Ouest). Islamabad, à l'instar de sa situation de 1979 à 1989 lorsque les Soviétiques étaient installés en Afghanistan, estime stratégiquement très difficile de gérer une situation conflictuelle sur deux fronts à la fois, l'éternel front du Cachemire et la frontière afghane : pour confronter efficacement l'Inde, le Pakistan tient à garantir au minimum la neutralité bienveillante de l'Afghanistan. La présence à sa frontière des troupes d'une Union soviétique politiquement proche de l'Inde, a dû contribuer à la décision pakistanaise d'aller de l'avant avec le programme nucléaire, la bombe compensant la perte de profondeur stratégique que donnait la relative stabilité à la frontière afghane.

Le nouveau régime afghan, où figurent en position de force les Tadjiks et les Ouzbeks de l'Alliance du Nord, est *a priori* perçu à Islamabad comme nettement moins favorable aux intérêts pakistanaïes, ne serait-ce qu'à cause du souvenir, parmi les peuples du nord de l'Afghanistan, de l'aide massive du Pakistan envers les talibans. De fait, l'Inde a tout intérêt à chercher à se gagner l'amitié du régime afghan, ne serait-ce que pour maintenir cette épine dans le pied de son ennemi.

En contrepartie de ce désastre stratégique, les Américains ont promis au Pakistan une très importante aide économique : tiendront-ils promesse, ou leur politique justifiera-t-elle l'idée, au sein des cercles du pouvoir pakistanaïes, que seuls les objectifs pakistanaïes doivent être retenus ? En fait, la marge de manœuvre du gouvernement actuel est très mince, entre le souci de maintenir de bonnes relations avec les Occidentaux, seule garantie d'une possible reprise économique, et les pressions des faucons de l'armée et des services secrets de l'ISI qui désespèrent du blocage de la situation au Cachemire après la défaite de 1999 contre l'Inde. Pour que ses opérations se soldent par un succès réel, il importe, pour les États-Unis, que le Pakistan maintienne une certaine stabilité, une stabilité qui passe aussi par des gestes de Washington.

Conclusion

Par leur appui trop inconditionnel envers les régimes en place, les États-Unis ne risquent-ils pas de renforcer la polarisation de ces sociétés dans lesquelles la croissance économique se fait attendre, offrant un terreau d'autant plus propice à la diffusion des thèses islamistes que les gouvernants font face à des accusations répétées de corruption ? Ce faisant, la présence américaine pourrait être perçue, dans l'opinion, comme une intervention étrangère faisant obstacle aux nécessaires changements politiques. La construction de cet oléoduc permettrait aux pays d'Asie centrale de relancer leur développement économique, mais le projet est loin d'être concrétisé, d'une part, et la manne pétrolière

n'est en rien la garantie d'un développement social harmonieux ; en témoignent les évolutions économiques de l'Iran pré-révolutionnaire, de l'Arabie saoudite ou de l'Algérie. Washington saura-t-il éviter les erreurs commises au Proche-Orient ?

Les États-Unis ont en effet tout intérêt à gérer avec soin la perception de leur présence et la popularité des régimes qui les accueillent. En effet, la politique qu'ils paraissent vouloir mener en Asie centrale semble être de pousser tous azimuts l'avantage de leur triomphe militaire en Afghanistan. Mais Washington pourra-t-il multiplier les fronts ? La politique de double endiguement contre l'Irak et l'Iran, de 1991 à 2001, a été coûteuse et n'a pas produit de résultat tangible. Elle comportait un certain risque : que Bagdad et Téhéran ne s'entendent sur une coopération minimale pour contrer les démarches américaines.

En s'installant en Asie centrale, les Américains bénéficient du désir de certaines de ces ex-républiques soviétiques de prendre leurs distances vis-à-vis de la prééminence russe. Ils comblent aussi les désirs stratégiques de l'Inde, qui cherchait depuis longtemps un rapprochement concret avec Washington, si possible au détriment du Pakistan. À court terme, tant la Russie que la Chine vont tolérer la présence militaire américaine dans leur arrière-cour, car, d'une part, la conjoncture n'est guère favorable à une obstruction à ces desseins, tandis que, d'autre part, des avantages peuvent en être retirés dans l'optique d'une lutte conjointe contre les réseaux islamistes militants.

À plus long terme, jouer trop ostensiblement la carte de la projection de l'influence américaine au détriment de celles de Moscou et de Beijing pourrait présenter le risque de ressouder une coalition d'États désireux de contrer cette ingérence perçue des États-Unis, alors même que l'on a vu la fragilité de ces alliances de circonstances dans le cas des rapports sino-russes. À moins que le gouvernement américain ne se sente assez fort pour multiplier les opérations de lutte antiterroriste à travers le monde tout en assurant la promotion directe de ses intérêts stratégiques, pétroliers notamment, Washington a tout intérêt, pour pérenniser ses nouvelles positions, à ménager les sensibilités russe, chinoise, pakistanaise, indienne et iranienne.